

## Recherches sociographiques



R. BILODEAU, R. COMEAU, A. GOSSELIN et D. JULIEN, *Histoire des Canadas*

Richard Jones

Volume 13, numéro 2, 1972

L'éducation des adultes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055582ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055582ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jones, R. (1972). Compte rendu de [R. BILODEAU, R. COMEAU, A. GOSSELIN et D. JULIEN, *Histoire des Canadas*]. *Recherches sociographiques*, 13(2), 295–296. <https://doi.org/10.7202/055582ar>

La biographie de *Parent* illustre un autre aspect du *Dictionnaire* qui, loin d'être un simple résumé des connaissances, innove en plusieurs domaines et constitue un réservoir d'interrogations neuves et d'hypothèses fécondes susceptibles de renouveler la recherche historique.

Jean HAMELIN

*Département d'histoire,  
Université Laval.*

Rosario BILODEAU, Robert COMEAU, André GOSSELIN et Denis JULIEN, *Histoire des Canadas*, Montréal, HMH, 1971, 676 p.

Voici un nouveau volume très dense qui vient s'ajouter au nombre déjà considérable d'études générales sur le Canada. C'est un de plus mais je ne crois pas que ce soit un de trop : nous n'avons pas encore atteint, du moins en langue française, le point de saturation quant au nombre d'ouvrages de qualité en histoire canadienne.

On nous dit très clairement qu'il s'agit d'une histoire *des Canadas*, et le plan du volume révèle bien la pensée des auteurs. Il y aurait, somme toute, trois Canadas, correspondant aux trois grandes phases dans l'évolution coloniale du Canada. La première période, celle de la colonisation française, s'étend jusqu'à la Conquête. L'année 1854 marque la division entre la colonisation britannique et la mise en route vers une colonisation américaine. Pour les auteurs, le traité de Réciprocité, signé en cette année-là, signifie le début de l'union économique avec les États-Unis. À ce moment, « l'union politique, désirée, un temps, par les annexionnistes, devenait superflue » (p. 403). En fait, cette date ne semble avoir qu'une importance symbolique car toute cette partie du volume s'intitule « Vers une colonisation américaine ». Cette thèse conduit les auteurs à signaler les nombreuses manifestations de l'emprise américaine sur l'économie canadienne, mais malgré l'importance indéniable de cet aspect, n'aurait-on pas pu s'attendre à un traitement plus élaboré de l'histoire politique récente du Canada ? Arthur Meighen, John Diefenbaker et Lester Pearson ne méritent chacun qu'une seule mention.

Il est parfaitement normal que dans une histoire de langue française on accorde un traitement « plus spécial » au Québec. Dieu sait que les historiens ontariens font de même avec leur province, quoique plus subtilement. D'après les auteurs, la conquête britannique met fin à l'élan d'une « collectivité coloniale sur la voie de l'indépendance » (p. 267). La Confédération, à son tour, fut « un compromis pratique, échafaudé par un petit groupe fermé de politiciens et d'hommes d'affaires pour régler des problèmes économiques, politiques et militaires » (p. 434). Aujourd'hui, la lutte n'est évidemment pas terminée, car « la collectivité canadienne-française tente, au milieu des défis que lui posent le fédéralisme canadien et le continentalisme américain, de se reconstituer en nation autonome » (p. 17). Quant aux hommes politiques de la génération B & B, leur but n'est que de « détourner l'attention du public des problèmes fondamentaux » (note, p. 591).

Mais qu'apprendra le lecteur des autres provinces dans cette *Histoire des Canadas* ? Pour la deuxième période, celle de l'ère britannique, il trouvera de belles synthèses. Par

contre, le traitement accordé aux « autres » au vingtième siècle est fort incomplet. On analyse le phénomène Mitchell Hepburn des années '30 en disant : « En Ontario, le conservatisme règne » (p. 545). Quant à la CCF, ce parti ne mérite qu'un seul paragraphe.

Il y a aussi quelques petites erreurs à signaler. Quand on parle du ministère « Standfield-MacDonald-Dorion » (p. 410), le lecteur a l'impression qu'il s'agit de trois hommes au lieu de deux, d'autant plus que « Standfield » se trouve dans l'index. En réalité il s'agit de John Standfield MacDonald. On affirme aussi que la question des appels au Conseil privé « ne fut définitivement réglée qu'en 1938 » (p. 451), mais en fait les appels furent abolis en 1931 en matière criminelle et en 1949 en matière civile. De plus le Manitoba Act permet l'usage facultatif de la langue anglaise *et de la langue française* dans les débats (p. 477).

Malgré quelques faiblesses, ce volume vaut d'être lu. Il me paraît être une contribution intéressante à l'historiographie de langue française au Canada.

Richard JONES

Département d'histoire,  
Université Laval.

J. K. JOHNSON, éd., *Les lettres de Sir John A. Macdonald*, Ottawa, Archives publiques du Canada, 1971, 607 pages. (Les papiers des premiers ministres, 1.)

Même ceux qui ne s'intéressent à l'histoire du Canada qu'en qualité de profanes connaissent la riche collection de documents que les Archives canadiennes ont commencé à publier, à la fin du dix-neuvième siècle, dans leurs *Rapports* annuels ou dans des volumes spéciaux. Depuis un certain nombre d'années, ces publications avaient plutôt été remplacées par des inventaires qui s'adressaient surtout aux historiens de métier. En 1968, les Archives sont revenues à la publication de séries documentaires avec *The letters of Sir John A. Macdonald, 1836-1857*. L'éditeur était J.K. Johnson qui, l'année suivante, devait d'ailleurs publier chez Macmillan *Affectionately yours. The letters of Sir John A. Macdonald and His Family*. La nouvelle collection des Archives s'intitule « The Papers of the Prime Ministers » et, en 1969, on y a donné un second volume contenant *The letters of Sir John A. Macdonald, 1858-1861*, encore éditées par J.K. Johnson mais, cette fois, avec Carole B. Stelmack. En 1971, une réplique française de la série commençait à paraître sous le titre « Les Papiers des Premiers Ministres ».

Notons d'abord que dans l'édition française, les lettres ne sont pas traduites mais sont reproduites dans leur texte original qui, évidemment, est anglais. En réalité, l'édition n'est française que par son appareil extérieur, c'est-à-dire la page-titre, l'avant-propos de la collection, la table des matières, les remerciements, l'introduction, la chronologie relative à Sir J.A. Macdonald, deux appendices, l'index et surtout d'assez nombreuses notes en bas de page. On peut alors se demander si ce n'est pas un grand luxe que d'offrir une édition française à des lecteurs qui, utilisant le texte des lettres, sont censés être capables de lire l'anglais. Mais cela s'inscrit dans une politique générale de bilinguisme que les Archives du Canada ont généralement pratiquée dans leurs publications et qui dans la plupart des cas a été fort utile. En général, la traduction est bonne